



***Mémoire sur Les enjeux liés à
l'exploration et l'exploitation du
gaz de schiste dans le shale
d'Utica des basses-terres du
Saint-Laurent***

RÉSUMÉ

Mémoire conjointement présenté par Alex Tyrrell, Chef du Parti vert du Québec et par Catherine Lovatt-Smith Chef adjointe

**Présenté le 29 mai 2014 au Bureau
d'audiences publiques sur
l'environnement (BAPE)**

Mémoire sur Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent

Le Parti vert du Québec représente plus de 23 000 personnes qui ne sont pas représentées à l'Assemblée nationale. Nous sommes une coalition d'activistes, militants et citoyens qui s'inquiètent de l'avenir de notre planète, notre province et le bien-être des futures générations. Nous sommes persuadés qu'ensemble, nous sommes capables de construire une société plus démocratique, plus équitable et plus verte.

Le Parti vert du Québec est un mouvement de jeunesse. Nous croyons que le projet proposé est une attaque sur notre génération.

Préoccupations

Le Parti vert du Québec est préoccupé par les conséquences désastreuses que l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste aura sur nos communautés si nous allons de l'avant avec cette technologie, dont les risques sont déjà très bien connues.

Santé

Plusieurs rapports scientifiques ont démontrés que l'industrie des gaz de schiste aura des conséquences négatives sur la santé publique. Les vapeurs de produits toxiques, l'eau contaminée et la transformation des zones résidentielles et agricoles en milieux industriels mettent la santé du public en danger.

Radioactivité

Plusieurs études ont démontrés que les eaux de puits peuvent contenir des éléments radioactifs. Ces éléments radioactifs ne sont souvent pas traités par les centres d'épurations d'eau et sont souvent remis dans l'environnement. Les boues de forage sont souvent contaminées et les travailleurs ne sont pas toujours munis de l'équipement ou des ressources nécessaires pour traiter ces types de contaminants dangereux.

Même si les concentrations des éléments radioactifs ne sont pas très hautes, ce serait une grave erreur de négliger les effets de bioaccumulation dans un environnement qui est de plus en plus pollué. Vengosh (2013, ¶ 7) l'exprime bien lorsqu'il est interrogé par Felicity Carius pour le journal *The Guardian* sur sa recherche sur l'impact des eaux disposés dans le contexte des gaz de schistes en Pennsylvanie. Il explique qu'il y a un danger d'accumulation d4 radium, et cela pourrait éventuellement affecter les poissons et cela est un danger.

Pratiques douteuses de l'industrie

Cette industrie est sévèrement critiquée pour son manque de volonté à réduire les accidents. Les allégations de déversements sont nombreuses.

L'industrie est aussi connue pour ses ententes de confidentialité qu'il fait signer à la majorité de ses victimes avant de verser une compensation pour des dommages à leur santé ou à leur propriété dans un effort de restreindre les voix dissidentes.

Création d'une dépendance sur l'industrie gazière

Bien que le Parti vert du Québec n'est pas d'accord avec l'argumentation de l'industrie gazière sur l'enjeu de la création d'emplois; un rapport publié récemment par The Multi-State Shale Research Collaborative (2013, p.2) démontre que dans les six états américains étudiés, moins de quatre emplois ont été créés par les nouveaux puits forés entre 2005 et 2012 contrairement aux chiffres de l'industrie qui peuvent aller aussi haut que 31 nouveaux emplois directs pour chaque nouveau puits.

Quant au nombre d'emplois versus le nombre de nouveaux puits, on peut rapidement conclure qu'un nombre significatif de nouveaux emplois ne seraient pas créés. Tenant compte de ces faits, nous devons nous demander quelles seront les conséquences à long terme pour la conservation de l'environnement de notre province si nous nous dotons d'une main-d'œuvre spécialisée exclusivement en fracturation hydraulique. Selon le Parti vert du Québec, cette main-d'œuvre risquera de pousser le gouvernement à forer davantage de puits, simplement pour conserver quelques emplois.

De plus, coté monétaire, ce sera les contribuables qui seront responsable de la facture de nettoyage et des frais de santé publique.

Aménagement du territoire

Les activités de gaz de schiste incluant l'installation des plateformes de forages, les bassins de décantation, ainsi que la construction des routes industrielles requises, ont tous des conséquences profondes sur l'aménagement du territoire local.

Les terres agricoles du Québec sont essentielles pour notre sécurité alimentaire locale.

Manipulation des élus

L'association pétrolière et gazière du Québec est un des lobbys les plus puissants dans notre province. Nous reconnaissons des visages communs dans leur entourage: des anciens politiciens, premiers ministres et anciens ministres; de l'environnement entre autres.

Nous savons tous que les grands partis politiques provinciaux ont tous des liens très forts avec l'industrie des gaz de schiste.

Or, un article paru dans Le Devoir publié au mois de janvier 2014, démontre que plus de 50 lobbyistes de l'industrie pétrolière et gazière étaient inscrits dans le registre. Avec un lobby de cette ampleur, les politiciens gouvernementaux ne sont simplement pas capables de voir les enjeux au clair, et au moment où l'industrie sera bien installée, ce lobby risque de devenir encore plus puissant et de se déployer.

Nous croyons que les lois actuelles sur le lobbysme devraient être resserrées et que des restrictions supplémentaires devraient être placées sur les compagnies pétrolières en tenant compte de leurs actions douteuses, leurs intérêts privés et leur monopolisation du discours public à travers les médias.

Contamination de l'eau potable

Les ressources en eau douce sont de plus en plus menacées. L'implantation de la fracturation hydraulique mettrait notre eau potable en péril.

Il est fort probable que dans les prochaines 50 années, le Québec aura à exporter son eau douce à l'étranger car leurs nappes phréatiques seront contaminées liées à l'exploitation des gaz de schiste et d'autres sources de contamination.

L'eau potable du Québec pourrait devenir une commodité extrêmement dispendieuse d'ici 50 ans. La sacrifier pour des gains économiques à court terme ne serait pas une manière intelligente de procéder.

Manque d'acceptabilité sociale

La mobilisation citoyenne au Québec en opposition à l'industrie des gaz de schiste est exceptionnellement puissante. Nous avons vu de nombreuses manifestations, ainsi que la formation de dizaines de groupes citoyens locaux.

Cette mobilisation citoyenne ne devrait pas être sous-estimée. Les Québécois sont bien informés au sujet de cette filière et leur opposition est claire. Selon le Parti vert du Québec, ça serait une erreur de sous-estimer la pertinence et la puissance de cette mobilisation.

L'exemple d'un gouvernement qui cherche à aller de l'avant avec les gaz de schiste peut être trouvé au Nouveau-Brunswick. L'été dernier a été marqué par une résistance accrue de la part des Mi'kmaq d'Elsipogtog qui ont pacifiquement bloqué les camions d'exploration de la compagnie SWN. C'est manifestations ont dégénérées durant l'été et ont été marquées par de nombreux actes de brutalité policière et une intervention paramilitaire de la part de la GRC.

Suite à cette intervention, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a été obligé de suspendre les travaux.

Quelle sera la réaction au Québec si le gouvernement va de l'avant sans avoir reçu l'appui des municipalités et des citoyens locaux? Les régions affectées par la fracturation hydraulique pourraient être davantage tendue que celle au Nouveau-Brunswick en 2013. Le gouvernement serait-il obligé de faire recours aux injonctions et aux forces policières pour imposer ce type de projet?

La responsabilité de régler ce type de conflit retombe sur la société civile. Cette responsabilité est grande, mais pouvons-nous réellement dire que d'aller de l'avant avec les gaz de schiste est un geste raisonnable?

Manque de besoins énergétiques et économiques

Le Québec est en surplus d'hydroélectricité et la volonté de d'autres juridictions d'extraire les gaz de schiste sans réglementation fait en sorte que le prix du gaz est à la baisse.

Dans les juridictions telle que la Pennsylvanie, le secteur crée très peu d'emplois par puits foré et les emplois dans l'industrie gazière et pétrolière représentent un pourcentage minime des professions pour la région.

Perte de valeur touristique et immobilière

Personne ne veut habiter ou faire du tourisme dans un secteur où les opérations pétrolières et gazières sont installées. Les maisons dans les secteurs visés perdraient de la valeur et les touristes ne viendraient plus en région. Plusieurs citoyens perdraient leurs emplois si le taux de tourisme réduit.

Cette industrie lourde ne passera pas inaperçue sur le territoire et les conséquences économiques négatives seront ressenties par les résidents, les propriétaires et la jeunesse qui auront la tâche de nettoyer tous les dégâts.

Le cas de Los Angeles

La ville de Los Angeles en Californie prend actuellement des démarches afin de bannir la fracturation hydraulique à l'intérieur de la ville, entre autres décrits par la journaliste Emily Alpert Reyes (2014).

Le fait que cette métropole prend ses propres démarches ne devrait pas passer inaperçu au Québec.

Les opérations pétrolières se font très près des maisons et des commerces à travers le monde. Au moment actuel, nous n'avons aucune assurance que l'industrie maintiendra ses distances face aux résidents.

Partie 2 - Recommandations

Interdiction complète de la fracturation sur l'ensemble du territoire québécois

Selon le Parti vert du Québec, la seule option à prendre c'est l'interdiction complète de la fracturation hydraulique sur l'ensemble du territoire québécois.

Cette approche nous permettra d'éviter de sacrifier notre environnement, notre santé publique et notre économie à une industrie qui créera très peu d'emplois malgré sa taille imposante.

Donner le pouvoir aux municipalités de dire NON

Dans une société démocratique, les résidents locaux devraient avoir le pouvoir de dire non aux projets de développements économique qui ne sont pas dans leurs intérêts.

Comment peut-on croire qu'un projet est positif pour une région lorsqu'une municipalité s'y oppose?

Le cas de la ville de Gaspé, qui a vu son règlement de protection des eaux potables invalidé à la Cour supérieure est un exemple flagrant que nos lois sont administratives au lieu d'être raisonnables. L'idée que le gouvernement provincial peut prendre la décision d'imposer d'énormes sacrifices environnementaux aux villes et aux régions du Québec est au cœur du problème.

Technologies alternatives

Le Parti vert du Québec est en faveur d'un investissement majeur dans les énergies alternatives et les mesures de réduction de notre consommation énergétique.

Biogazification

Les technologies de biogazification sont une véritable source d'énergie verte. Il existe un énorme potentiel de récupérer les biogaz des matières organiques ainsi que des boues septiques et les déchets. Les biogaz produisent le même type d'énergie que les gaz de schistes. Pourquoi fracturer le sol quand nous avons tous les moyens d'obtenir cette même énergie en recyclant nos déchets?

Réduction de notre consommation énergétique

La meilleure solution pour réduire nos besoins énergétiques est de réduire notre consommation de toutes les sources d'énergie. Des programmes d'isolation des bâtiments au Québec pourrait libérer plus d'énergie que l'ensemble du développement des gaz de schiste.

De plus, le Parti vert du Québec appelle pour une expansion drastique du réseau de transport en commun combinée avec une réduction du nombre de voitures sur la route.

Conclusion

Le Parti vert du Québec se prononce contre toute forme de fracturation hydraulique sur l'ensemble du territoire québécois.

Mémoire conjointement présenté par Alex Tyrrell, Chef du Parti vert du Québec et par Catherine Lovatt-Smith Chef adjointe

**5686 Avenue de Monkland
Montréal, QC H4A 1E4**

Références

- Carius, F. (2013, 2 octobre). Dangerous levels of radioactivity found at fracking waste site in Pennsylvania. *The Guardian*, extrait de <http://www.theguardian.com/environment/2013/oct/02/dangerous-radioactivity-fracking-waste-pennsylvania>
- Mauro, F & all. (2013) Exaggerating the Employment Impacts of Shale Drilling: How and Why. *Multi-State Shale research Collaborative*, 1-37, extrait de <https://pennbpc.org/sites/pennbpc.org/files/MSSRC-Employment-Impact-11-21-2013.pdf>
- Reyes, E. A. (2014, 28 février). L.A City Council takes step toward fracking ban. *L.A Times*, extrait de <http://www.latimes.com/science/la-me-0301-fracking-ban-20140301-story.html>
- Shields, S. (2014, 27 janvier). Le lobby du pétrole s'active au Québec. *Le devoir*. Extrait de <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/398304/le-lobby-du-petrole-s-active-au-quebec>